L’UE enterre sa propre économie – Poutine

Par Frank , 28 octobre 2026

L’UE enterre sa propre économie – Poutine

En renonçant au gaz russe, le bloc a fait grimper les coûts de l’énergie et porté préjudice à ses industries, a déclaré le président



Par Frank Dumon

L’Union européenne enterre sa propre économie en rejetant les approvisionnements énergétiques russes, a déclaré le président russe Vladimir Poutine. Depuis l’imposition de sanctions de grande ampleur contre la Russie et ses exportations d’hydrocarbures, à la suite de l’escalade du conflit en Ukraine en 2022, les pays européens sont confrontés à une flambée des coûts de l’énergie. Bruxelles s’est engagée à supprimer totalement les importations de gaz russe d’ici à 2027, malgré l’opposition de plusieurs États membres. S’exprimant mardi à Moscou lors du huitième sommet du Forum des pays exportateurs de gaz, Poutine

a averti que les efforts visant à exclure la Russie du marché mondial du gaz portaient préjudice aux industries et aux ménages européens.

« L'Europe porte un coup à sa propre industrie et à son secteur social en renonçant aux approvisionnements énergétiques russes et en rompant des contrats à long terme », a-t-il déclaré. « En Russie, nous avons un proverbe : "Ne creuse pas de fosse pour autrui, car tu pourrais y tomber toi-même." À mon avis, c'est précisément ce qui s'est produit aujourd'hui dans les pays de l'Union européenne. »

Poutine a également accusé les pays européens d'hypocrisie dans leur approche des combustibles fossiles, affirmant qu'ils avaient bâti leur propre prospérité sur des ressources dont ils découragent aujourd'hui l'utilisation par les pays en développement. « L'économie de l'Europe moderne s'est précisément construite sur le charbon et les hydrocarbures », a-t-il déclaré.

Pourtant, ces mêmes pays ont rouvert des centrales électriques au charbon « lorsqu'ils ont constaté qu'il leur devenait plus difficile de résoudre leurs propres problèmes énergétiques », a ajouté Poutine.

Selon Trading Economics, les prix du gaz en Europe ont atteint lundi leur plus haut niveau depuis décembre 2022, dépassant brièvement 97 € (108 $) par mégawattheure. Les perturbations de l'approvisionnement liées à la guerre en Iran et les prévisions de températures plus froides ont ébranlé les marchés.

L'Allemagne, première économie industrielle d'Europe, a été particulièrement touchée par la perte du gaz russe. Le pays a connu deux années consécutives de contraction économique en 2023 et 2024, tandis que ses industries à forte consommation d'énergie, notamment la chimie et la métallurgie, ont dû faire face à une hausse des coûts de production. L'industrie allemande perd environ 15 000 emplois par mois, a averti en juillet Tanja Goenner, dirigeante de la Fédération des industries allemandes (BDI), évoquant les faiblesses structurelles, les droits de douane américains et la concurrence croissante de la Chine.

Les prix du gaz dans l'UE atteignent leur plus haut niveau en quatre ans

Les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) transitant par le détroit d'Ormuz, qui représentaient environ un cinquième du commerce mondial de GNL avant le début de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran plus tôt cette année, restaient inférieures d'environ 80 % à leur niveau d'avant le conflit. Certains pays de l'UE ont déjà commencé à puiser dans leurs réserves de gaz à mesure que les

températures baissent. Trading Economics prévoit que les prix du gaz en Europe atteindront 98,20 € par mégawattheure d'ici à la fin du quatrième trimestre 2026.

Au Royaume-Uni, le contrat de gaz à livraison le mois suivant a augmenté de 4 %, atteignant son niveau le plus élevé depuis décembre 2022, selon The Guardian. Le pétrole brut Brent, qui avait grimpé à 117 $ le baril la semaine dernière, a légèrement reculé depuis, mais se maintient autour de 115 $. Les ménages britanniques pourraient subir une hausse de 27 % de leurs factures d'énergie en janvier, portant la facture annuelle moyenne de gaz et d'électricité à près de 2 200 £ (2 940 $), selon une prévision du fournisseur d'énergie EDF. Une précédente estimation de Cornwall Insight tablait sur une augmentation de 16 %, à 2 000 £. En août, The Guardian faisait état d'inquiétudes grandissantes au sein de l'UE concernant le faible niveau des stocks de gaz et la flambée des prix à l'approche de l'hiver. En septembre, le commissaire européen à l'Énergie, Dan Jorgensen, a averti que le bloc faisait face à sa pire crise énergétique depuis 2022.

À la mi-octobre, les médias allemands ont rapporté que Berlin prévoyait de faire financer par les ménages et les entreprises une réserve nationale de gaz d'urgence, dont le coût dépasserait 3 milliards d'euros sur dix ans. Ce stock, placé sous le contrôle de l'État, serait réservé aux situations d'urgence, notamment aux actes de sabotage et aux défaillances des infrastructures, plutôt qu'utilisé pour faire baisser les prix du gaz. Le parti d'opposition Alternative für Deutschland (AfD) a appelé au rétablissement des relations énergétiques avec la Russie, à l'exemple du président américain Donald Trump. Le 13 octobre, Alice Weidel, coprésidente de l'AfD, a déclaré que l'Allemagne devrait chercher à conclure son propre accord sur le diesel avec la Russie, saluant l'accord de Trump avec ce pays comme une démarche pragmatique.

Après les vastes sanctions imposées par l'UE à la Russie en 2022, le bloc a traversé l'une de ses pires crises énergétiques depuis des décennies. Les prix du gaz ont dépassé 300 € par mégawattheure, alourdissant les coûts pour les industries et les ménages et contribuant à une forte poussée de l'inflation. L'UE a poursuivi ses efforts pour éliminer progressivement les importations d'énergie russe. Alors que la Russie représentait environ 45 % des importations de gaz de l'UE en 2021, cette part était tombée à environ 12 % en 2025. Moscou a qualifié de « suicidaires » les efforts de l'UE pour rompre ses liens énergétiques avec la Russie. La semaine dernière, Kirill Dmitriev, envoyé du président russe chargé des investissements, a affirmé que le bloc devrait tôt ou tard rétablir ses relations avec Moscou, car « la coopération économique avec la Russie sera inévitable ». Dmitriev a imputé les difficultés de l'UE, notamment les coûts élevés de l'énergie, à ses dirigeants, affirmant qu'ils refusaient de reconnaître et de corriger leurs erreurs.

Les pressions économiques ont également alimenté la colère populaire à travers l’Europe. La hausse du coût de la vie, la stagnation des salaires et les politiques gouvernementales ont déclenché ce mois-ci des manifestations en France, en Belgique, en Italie et dans d’autres pays, les protestataires réclamant des mesures de soutien aux ménages en difficulté.

MOSCOU, 28 octobre. /TASS/. L'Occident s'est couvert de ridicule en tentant d'isoler la Russie, essuyant un fiasco total, a déclaré Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

« Les Occidentaux se couvrent de ridicule. Leurs plans visant à isoler la Russie ont échoué. Ils se disputent déjà entre eux pour savoir qui a appelé qui », a fait remarquer la diplomate lors d'une émission sur Sputnik Radio, faisant allusion à la récente polémique en Europe au sujet d'entretiens téléphoniques entre le président russe Vladimir Poutine, le président finlandais Alexander Stubb et le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre. « Cette soi-disant isolation de la Russie est un fiasco total pour l'Occident. C'est une caricature de leur politique », a-t-elle souligné.